

Conseil National du 17/09/2003 à Paris (CRAMIF)

Le Conseil National s'est tenu le 17 septembre 2003, à 10 h, dans les locaux de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France.

Sont présents :

Nom	Attributions	
Gérard Arcéga	Président, Représentant au Conseil d'Administration du CNESSS, Représentant à la commission de la liste d'aptitude, Directeur de la publication de la revue Élan Social	Présent
Catherine Mabileau	Vice-Présidente Régime général, Représentante à la Commission Pédagogique du CNESSS	Présente
Santa Pardineille	Vice-Présidente TNS, Représentante suppléante à la Commission de la Liste d'Aptitude	Présente
Emmanuel Godard	Vice-Président Régime agricole, Représentant suppléant au Conseil d'Administration du CNESSS	Excusé
Yvon Galbois	Vice-Président Régime mines	Présent
Jean-Pierre Pallaréa	Secrétaire Général, Webmaster du site de l'Association	Présent
Françoise Mourgues	Secrétaire Général Adjoint, chargée des relations avec les promotions en cours, Rédacteur en chef Élan Social	Présente
Élodie Clair	Trésorière Association	Présente
Bernard Labiche	Trésorier adjoint Association	
Clarisse Mitanne	Trésorière Élan Social	Excusée
Jean-Claude Burger	Délégué aux régions	Excusé
Yves Aid	Membre du bureau	
Marc-André Azam	Membre du bureau	Excusé
Philippe Bollecker	Membre du bureau	Excusé
Emmanuel Gouault	Membre du bureau	Excusé
Brigitte Laloupe	Membre du bureau	
Marie-Dominique Morin	Membre du bureau	
Franck Polard	Membre du bureau	
Élie Quidu	Membre du bureau	
Vincent Verlhac	Membre du bureau	Excusé
Béatrice Le Devendec	Représentante 42° promotion	Représentée par Pierre Petigny

Sébastien Seuron	Alsace Moselle, délégué	Présent
Laetitia Jeanjean	Aquitaine, déléguée	
Jean-François Blanc	Auvergne, délégué	Excusé
Catherine Mabileau	Bourgogne Franche-Comté	Présente
Stéphane Rincourt	Bretagne, délégué	Excusé
Charlotte Hubert-Pocheron	Centre, déléguée	Présente
Alain Jeanville	D.O.M., délégué	
Jacques Kiavue	Essonne, délégué	Représenté par Élodie Clair
Xavier Fodère	Hauts-de-Seine, délégué	Présent
Olivia Peyret	Languedoc-Roussillon, déléguée	Présente
Marie-Françoise Copey	Lorraine Champagne Ardennes, déléguée	Représentée par Yvon Galbois
Barthélemy Martinez	Midi-Pyrénées, délégué	Excusé
Hervé Castre	Nord-Pas-de-Calais, délégué	Présent
Mathilde Roy	Normandie, déléguée	Excusée
Franck Polard	Paris, délégué	
Thierry Prost	Pays de Loire, délégué	
Marc-André Azam	Picardie, délégué	Excusé
Jean-Pierre Picaud	Poitou Charente Limousin, délégué	Présent
David Chouraqui	Provence Alpes Côte d'Azur Corse, délégué	Présent
Vincent Béneteau	Rhône-Alpes, délégué	Excusé
Pierre-Arnaud Custody	Seine-et-Marne, délégué	
David Clair	Seine-Saint-Denis, délégué	Représenté par Élodie Clair
Cécile Alomar	Val-de-Marne, déléguée	
Gilles Saliba	Val d'Oise, délégué	
Charles Monteiro	Yvelines, délégué	Présent

La séance est ouverte par le Président Gérard Arcéga, qui remercie Monsieur Jacques Tonner, Directeur de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France, d'avoir bien voulu nous accueillir, excuse les membres du conseil qui n'ont pas pu assister à cette réunion, et fait se présenter tous les participants.

1. Approbation du PV du Bureau National du 20/06/2003

Le PV est approuvé à l'unanimité.

2. Compte-rendu des activités régionales, désignation de nouveaux délégués

42^{ème} promotion

Pierre Pétigny représente Béatrice Le Devendec.

La promotion est dynamique, les cotisations à l'Association sont nombreuses. La promotion choisira dans la première quinzaine d'octobre les stages de direction de janvier.

Les thèmes demandés à l'Association pour la rencontre avec la promotion des 9 et 10 décembre sont la prise de premier poste et la liste d'aptitude.

Il y a, dans la promotion, des volontaires pour travailler avec Brigitte Laloupe sur le thème de la parité.

Alsace-Moselle

Sébastien Seuron a succédé en avril 2003 à Daniel Rebman ; la trésorière est Martine Pigeot, Agent-Comptable de la CPAM de Sarreguemines. L'appel de cotisation a été diffusé avec l'envoi d'Élan Social, mais les cotisants réguliers ne sont pas aussi nombreux que souhaité.

La région participe toujours à la préparation du concours à l'IPAG de Strasbourg.

Une sortie récréative sera organisée dans les Vosges le 9 octobre, conjointement avec la Lorraine, pour accueillir les nouveaux arrivants. La région Alsace-Moselle est également intéressée par d'éventuels projets transfrontaliers.

Bourgogne Franche-Comté

Catherine Mabileau nous informe du départ à la retraite d'un membre du bureau régional, Maurice Bollard, Directeur de la CRAM de Dijon, qu'il faudra donc remplacer à son poste.

Une manifestation régionale a été organisée le 11 avril 2003. Elle a fait le point sur les actions inter-régionales, les formations IPAG, la trésorerie, l'analyse menée par Brigitte Laloupe sur la comparaison des parcours professionnels H/F, et le fait que les courriers de bienvenue adressés aux nouveaux arrivants soient restés sans réponse.

Centre

Charlotte Hubert-Pocheron, qui avait été désignée déléguée régionale à titre intérimaire par le Président en juin, a été confirmée dans son poste hier, 16 septembre 2003, par les adhérents de la région. Le bureau est structuré : déléguée ad-

jointe Anne Thiebeauld (DA CPAM de Chartres), à partir de janvier 2004, trésorier Yves Coulombeau (DA CPAM de Blois), à partir de février 2004, trésorier Adjoint Jean-Pierre Amiot (AC MSA de Blois), secrétaire Michel Cojean (Directeur ORGANIC d'Orléans).

Gérard Arcéga fait remarquer que la transition s'est faite sans difficulté, le Président ayant assuré les envois courants pour région pendant la courte période où elle n'avait plus de délégué, Joël Mazurok ayant pris soin de lui remettre le fichier régional.

Languedoc-Roussillon

Olivia Peyret est la nouvelle déléguée régionale. Il faut trouver un nouveau délégué adjoint, Albert Lautman-Vidal ayant quitté la région pour l'URSSAF de Strasbourg.

La dernière réunion régionale a eu lieu en 2002.

Lorraine Champagne Ardennes

Yvon Galbois représente Marie-Françoise Copey, excusée. La délégation se réunit régulièrement, et aime à organiser des rencontres conviviales, même si cela est toujours difficile.

L'IPAG de Nancy devrait reprendre une préparation au concours.

Nord Pas-de-Calais

Hervé Castre représente la région pour la première fois, à la suite d'un large renouvellement du bureau régional due à de nombreuses nouvelles affectation. La passation de pouvoir a été faite le 12/09/2003.

La région a deux projets. Le premier consiste à agir au sein de l'IEP de Lille, voire de l'Université et de l'IAE, pour promouvoir le concours. Le second est d'améliorer les rentrées de cotisations à l'Association, qui ont baissé conjoncturellement.

Poitou Charentes

Jean-Pierre Picaud fait un point de situation. Les cotisations rentrent normalement. Élan Social est envoyé aux cotisants de l'année et de l'année précédente. Pour améliorer les contacts, il recherche les e-mail des anciens élèves.

En ce qui concerne les activités régionales, l'étendue de la région rend difficile l'organisation de l'accueil des arrivants et des grandes réunions aussi la région privilégie des contacts autour de repas informels. L'Association intervient dans des formations. Enfin, une réunion inter-régionale avec la région Aquitaine est envisagée.

Provence Alpes Côte d'Azur Corse

David Chouraqui fait un point sur le fonctionnement régional. La trésorière désirant quitter son poste, il faut prévoir son remplacement. Le fonctionnement est assuré, les compte-rendu, les appels de cotisation et Élan Social sont régulièrement diffusés.

Une réunion est prévue en octobre pour accueillir les nouveaux arrivants.

Rhône-Alpes

Vincent Béneteau, délégué régional, est excusé, mais nous a communiqué par écrit les informations sur le fonctionnement de la région.

Les adhérents, bien qu'attachés à l'Association, se mobilisent peu sur les activités ; cependant, 5 nouveaux adhérents ont été recensés. Les informations sont diffusées par e-mail, et la diffusion d'Élan Social s'améliore.

La région a voulu accueillir les 3 élèves de la 41^{ème} promotion, mais n'a pas eu de réponses. Le 2 octobre, la délégation organise son assemblée régionale à Bour-en-Bresse, suivie d'une table ronde sur « les organismes de sécurité sociale et les jeunes », autour des thèmes « les jeunes et l'image de l'entreprise », « l'image de l'institution et la stratégie de recrutement » et « comment fidéliser les nouveaux embauchés ».

Départements de la région parisienne

Élodie Clair fait un point général, avec Xavier Fodère et Charles Monteiro. Les délégations départementales sont difficiles à gérer du fait des très nombreux mouvements ; il faut réorganiser la gestion des trésoriers départementales.

Le 8 septembre, Jacques Kiavue a succédé à Élodie Claire au poste de délégué départemental pour l'Essonne, et Charles Monteiro l'a remplacé dans les Yvelines.

Deux départements ont des difficultés, la Seine-et-Marne pour des questions d'organisation, et le Val d'Oise pour des raisons de santé.

Il est difficile de mobiliser les 400 anciens élèves de la région et, par exemple, il n'a pas été possible d'accueillir les 15 arrivants de la 41^{ème} promotion.

L'ensemble des départements veulent organiser, en commun, un colloque début 2004, avec les Caisses Nationales, sur l'animation du réseau et la mobilité.

Xavier Fodère propose, pour rendre plus actifs la moitié des départements, qui ont du mal à s'impliquer, de solliciter des directeurs en place.

Gérard Arcéga pense que des collègues comme Jacques Tonner ou Gilles Filiberti seraient heureux, malgré un emploi du temps chargé, de rencontrer les anciens élèves. Il se propose, lui-même, de venir rencontrer toutes les délégations de la région parisienne.

Régime des mines

Yvon Galbois, Vice-président, fait un point propre à ce régime. En ce qui concerne l'Association, il a récupéré la liste de tous les anciens élèves du régime minier pour les contacter.

Actuellement, le régime est très impliqué par une importante restructuration, qui devrait toucher la gestion de ses œuvres, et sans doute se séparer de certaines.

Gérard Arcéga lui propose de présenter cette restructuration dans un dossier que nous mettrons sur le site.

Le Président Gérard Arcéga remercie tous les délégués régionaux et leurs équipes pour le travail accompli.

« Notre premier objectif, couvrir toutes les régions, est atteint, et toutes fonctionnent. J'ai, hier, participé à la mise en place de l'équipe de la région Centre, et je participerai à celle de la région Aquitaine d'ici la fin de l'année. Pour faciliter ce fonctionnement, le « guide de la délégation régionale » sera mis à jour par le Secrétaire Général, et mis à disposition sur la partie réservée de notre site.

« Notre deuxième objectif, l'accueil des nouveaux arrivants, se met en place.

« Les activités des régions vont du minimum (appel de cotisations, diffusion des compte-rendu et de la revue Élan Social) à un niveau important avec rencontres plusieurs fois par an, organisation de colloques, etc. Il est particulièrement intéressant de co-organiser ces colloques avec les Centres Régionaux de Formation et de Perfectionnement, comme le font déjà quelques régions. »

3. Modalités pratiques de gestion du site Internet, de l'annuaire, de la trésorerie, organisation pratique des régions, etc.

Site www.aecnesss.org

Jean-Pierre Pallaréa, webmaster, fait un point technique sur le site, qui est achevé, et sur la gestion de l'annuaire et des actualités. Le site a été déclaré à la CNIL, comme il se doit.

« Un mode d'emploi est disponible sur le site, il sera régulièrement mis à jour, afin de permettre à tous les utilisateurs (membres du bureau national et des délégations régionales) de se servir de cet outil. Ce mode d'emploi sera diffusé avec le présent procès-verbal.

« Il convient d'être très rigoureux dans la gestion de l'annuaire, afin de garantir la qualité des informations qui y figurent. Cette gestion est confiée aux délégués régionaux, afin de rapprocher l'Association des anciens élèves et de permettre, à l'occasion des mises à jour, de nouer ou de renouer des contacts.

« D'une manière générale, je suis à la disposition de tous les utilisateurs du site pour les questions techniques, qu'ils n'hésitent pas à me téléphoner. »

Sur le plan financier, le règlement prévu à la livraison du site (60% de 3860 €) va être fait au développeur. Pour la mise à jour du site par le webmaster, l'Association achètera le logiciel « Macromedia Studio MX » pour un montant de 932 €. Le coût d'investissement du site est donc de 4792 € ; le budget de 5 000 € qui avait été voté le 11 septembre 2002 est tenu.

Trésorerie

Élodie Clair, trésorière, fait le point sur la trésorerie.

« Je suis en train d'écrire le guide de la trésorerie régionale, qui sera intégré dans le guide de la délégation régionale.

« Chaque délégation aura un trésorier, et le Bureau national (extrait des délibérations signé par le Président et le Secrétaire Général) donnera délégation au délégué régional et au trésorier pour les opérations financières. En complément de cette délégation, les délégataires devront me fournir photocopie de leur pièce d'identité. Les chèques des cotisations seront transmis par les trésoriers régionaux au trésorier national. Ensuite, chaque région disposera de son chéquier, du reversement automatique de la part régionale, et éventuellement d'une subvention du Bureau national pour les opérations exceptionnelles. Ce système sera opérationnel en 2004.

« Dans l'attente, les anciens comptes sont en cours de clôture, et des chèques de cotisation sont en attente d'encaissement au niveau national. »

Jean-Pierre Picaud suggère une réunion des trésoriers régionaux, comme cela avait déjà été fait. Élodie Clair se chargera de l'organiser en janvier 2004.

4. Projets régionaux ou inter-régionaux éventuels : colloques, séminaires, rencontres, relations internationales (pour les régions frontalières), relations avec les DRASSS, etc.

Le Président rappelle que les régions les plus dynamiques organisent des colloques, séminaires, rencontres, etc.

Il rappelle l'intérêt, pour ces réunions qui marquent le dynamisme de l'Association, de les organiser de manière formelle, ce qui permet la prise en charge par les organismes au titre de la formation et, pour cela, l'intérêt de travailler avec les Centres Régionaux de Formation et de Perfectionnement. De même, pour les réunions ayant pour thème la carrière ou la liste d'aptitude, il rappelle l'intérêt d'inviter les Directeurs Régionaux des Affaires Sanitaires et Sociales, et le secrétaire de la liste d'aptitude au ministère, Monsieur Maurice Allard, qui fait toujours avec plaisir l'effort de participer à ces réunions.

Au-delà de ces thèmes, Gérard Arcéga propose que les régions frontalières prennent des initiatives pour organiser des rencontres avec nos collègues étrangers,

sur les thèmes des législations applicables ou des pratiques de management. Ces réunions internationales pourraient faire l'objet d'articles dans Élan Social.

5. Dossiers en cours : rapport sur les évolutions de carrière selon le sexe, évaluation, mobilité, etc.

Évolutions de carrière selon le sexe

Brigitte Laloupe fait le point sur la question.

« Le groupe de travail initial, qui a établi la première version du rapport, doit être relancé et, pour des raisons pratiques, avec d'autres personnes. Il s'agit maintenant de faire évoluer le rapport quantitatif, en l'étendant au-delà du régime général, et qualitatif, en utilisant un questionnaire.

« J'ai pris contact avec les universitaires et des IEP qui travaillent sur ce sujet. J'ai pris contact, également, avec le CNESSS, et proposé que l'exercice « enquête » qui se fait durant la scolarité porte sur ce thème. »

Évaluation et mobilité

Gérard Arcéga propose que nous reprenions le travail sur ce thème.

« L'UCANSS l'a mis dans son programme de négociation, des expériences d'évaluation des directeurs des branches maladies et recouvrement se poursuivent, la première des deux branches citées étant en avance. Si la branche famille et la branche recouvrement évaluent plutôt l'organisme, le principe de la branche maladie est d'évaluer les hommes.

« Je souhaite donc que, dans l'Association, nous reprenions le travail avec des volontaires par branche pour faire un point comparatif. »

Répondent à l'appel du Président David Chouraqui pour le recouvrement, et Élodie Clair pour la famille, Gérard Arcéga se chargeant lui-même de la maladie.

Santa Pardineille fait état de la politique de l'ORGANIC. A travers l'intéressement individualisé des équipes de direction sur des réalisations particulières, l'ORGANIC est amené à évaluer les Caisses ; cependant, cette évaluation se fait « sur demande », à travers le dossier de demande d'intéressement.

Yvons Galbois ne relève pas de tels mécanismes dans le régime minier, où le rôle des Conseils d'Administration reste prépondérant.

Gérard Arcéga fait la synthèse de la question.

L'objectif que nous poursuivons n'est certes pas de refuser l'évaluation, mais d'éviter que, à travers une évaluation des personnes et non des résultats de gestion, ne soit imposée une mobilité mécanique et obligatoire.

En conclusion, le Président réunira, si le besoin s'en fait sentir, un groupe de travail restreint sur la question.

6. Débat sur les enjeux nationaux : liste d'aptitude, RTT, « 8 jours 30 points », « pénurie d'agents » de direction, etc.

Gérard Arcéga fait état de difficultés dont il a été saisi sur le fait que les directeurs adjoints ont de plus en plus de difficulté à accéder à des postes de directeur, le Comité des Carrières privilégiant les directeurs de petits organismes. Il propose que l'Association fasse un point par région.

Hervé Castre approuve cette initiative et propose de l'étendre aux agents-comptables. Par ailleurs, il pense que l'Association devrait établir un dossier complet sur les désignations au postes de direction, intégrant les questions relatives à la liste d'aptitude, au Comité des Carrières, aux choix des organismes nationaux, etc.

Gérard Arcéga lui demande de créer un groupe de travail et d'être le rapporteur de ce projet.

Cette question des directeurs adjoint permet d'ouvrir un débat général sur les évolutions de carrière.

Gérard Arcéga rappelle que notre Association s'est prononcée favorablement tant sur la création du Comité des Carrières que sur la mobilité inter-branches, et que ce qui attire notre attention, ce ne sont pas les principes, mais les dérives constatées.

Les participants évoquent la question des postes qui, après un deuxième ou un troisième appel, ne sont pas pourvus, soit parce que, en termes de rémunération et de situation géographique, le poste n'est pas intéressant, soit parce qu'il s'agit d'un organisme présentant des problèmes particuliers.

Xavier Fodère fait état des difficultés familiales pour certains anciens élèves, difficultés qui font que les postes en AD3 ne sont que peu attractifs, excepté pour des célibataires.

Gérard Arcéga rappelle que l'action de l'Association a réussi à faire inscrire en AD2 les anciens élèves sans attendre, dès lors que les notes le permettent. Mais, bien évidemment, cette inscription en AD2 n'empêche pas d'occuper un poste en AD3.

Catherine Mabileau met en avant le fait qu'il faut, en début de carrière, choisir des postes difficiles afin de faire ses preuves. Elle fait remarquer que si les anciens élèves n'occupent pas ses postes, ils les laissent aux cadres inscrits en deuxième

section, et leur ouvrent donc ensuite la possibilité de progresser dans la liste d'aptitude.

Gérard Arcéga rappelle que, par le passé, nous avons connu une époque où les postes de directeurs d'organismes importants étaient quasi-systématiquement donnés à des directeurs adjoints de ces mêmes organismes alors que les directeurs de petits organismes étaient défavorisés. La tendance s'est inversée, mais rien dans la politique des rémunérations n'a été fait pour faciliter la mobilité. Il poursuit en rappelant que le rôle de l'Association est de demander, pour tous les anciens élèves, l'ouverture de tous les parcours possibles.

Santa Pardineille le rejoint sur ce point.

Le débat aborde ensuite la formation proposée aux inscrits en deuxième section. Les résultats à la sortie sont bien meilleurs que par le passé. La question est de savoir si cela provient ou non d'une meilleure sélection a priori des candidats. Mais la question sera sans doute abordée à la Commission pédagogique du 28 octobre 2003.

7. Relations avec l'École (Conseil d'Administration, Commission pédagogique) et les promotions (rencontres avec les promotions, accueil des anciens élèves en région à la sortie de l'École)

La rencontre avec la promotion sera faite les 9 et 10 décembre. Gérard Arcéga rappelle la formule qui, semble-t-il, a convenu les années précédente : rencontre en amphi la veille au soir, repas au restaurant pour ceux qui le désirent, afin de faire se connaître la délégation de l'Association et les élèves et ateliers le lendemain matin.

La délégation pourrait être composée notamment de Catherine Mabileau, Brigitte Laloupe, François Coulet, Nathalie Nowara, Elodie Clair, Albert Lautmann, Marc Azam, Charlotte Hubert Pocheron, Emmanuel Godard.

La question de l'accueil des anciens élèves en région a été abordée lors du tour de table des régions.

8. Organisation de l'Assemblée Générale 2004

Notre dernière Assemblée Générale s'est tenue le 14 mars 2002 à Reims. Il convient donc d'organiser l'Assemblée Générale 2003 en mars et, comme nous avons l'habitude d'alterner la région parisienne et la province, en région parisienne.

Jean-Pierre Pallaréa suggère que, puisque Élodie Clair a annoncé l'organisation d'un colloque début 2004 par les délégations de la région parisienne, notre Assemblée Générale soit couplée avec ce colloque.

Après un court débat, cette proposition est retenue, la date exacte et le lieu étant à déterminer en commun entre le Bureau National et les organisateurs du colloque. La CRAMIF pourrait être sollicitée.

9. Point sur Élan Social

La parution se fait selon le rythme prévu.

10. Questions diverses

Santa Pardineille fait un point sur la question dite de l' « interlocuteur social unique » pour les professions indépendantes. Un comité de pilotage, présidé par un membre de l'Inspection Générale des Affaires Sociales, doit traiter aussi du régime social des indépendants. Il est à noter, ce qui apparaît comme préoccupant, que les organismes conventionnés et les assureurs font partie de ce comité.

Catherine Mabileau rappelle que, dans le cadre du recensement des diverses préparations au concours d'entrée de l'École, il lui manque encore des informations, description des formations, éléments concrets tels que bibliographies, etc... Elle rappelle l'intérêt qu'il y aurait pour l'Association, et notamment pour chacun de ses membres qui travaille pour ces préparations, à recenser le plus complètement possible ce qui se fait.

Plus aucun point n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 13 h .

La prochaine réunion de bureau national se tiendra le 13 janvier 2003, l'heure et le lieu restant à déterminer.